



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

réforme

Question au Gouvernement n° 473

Texte de la question

BILAN D'UN AN DE MANDAT PRÉSIDENTIEL

M. le président. La parole est à M. François Hollande, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

M. François Hollande. Monsieur le Premier ministre, les mauvais chiffres s'ajoutent aux mauvais chiffres. (" Oh ! " sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.) L'inflation vient de dépasser les 3 %. *(Exclamations sur les mêmes bancs.)*

M. Christian Paul. C'est la vérité !

M. François Hollande. La consommation des ménages a reculé au mois de mars. Les mises en chantier de logements ont diminué de plus de 10 % au premier trimestre. La croissance de notre pays sera au mieux, disent les autorités européennes, de 1,5 %.

M. Jean-Michel Fourgous. Tout va mal, quoi !

M. François Hollande. Nous sommes sous le coup d'un avertissement de Bruxelles pour déficit excessif. Le chômage vient de reprendre sa progression. Voilà l'état de l'économie française. *(Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)*

M. Marc Francina, M. Christian Vanneste et M. Lucien Degauchy. Merci les 35 heures !

M. François Hollande. L'indicateur du moral des Français vient d'atteindre son plus bas niveau historique. Face à cette situation, votre ministre de l'économie et des finances ne cesse de répéter que tout va bien et qu'il y a pas de quoi nous inquiéter... C'est là plus qu'une erreur de communication : la révélation d'un mauvais pilotage de l'économie. *(Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire. - Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.)*

C'est la question des prix et du pouvoir d'achat qui empêche nos concitoyens de retrouver confiance. Or votre décision d'augmenter, demain, le prix du gaz de 5,5 % - après les 4 % du mois de janvier, portant l'augmentation à 10 % - est une mauvaise nouvelle de plus pour les Français, en particulier pour les 8 millions qui se chauffent au gaz, sachant que le tarif social, qui n'est d'ailleurs toujours pas mis en oeuvre, ne concerne que 10 % d'entre eux.

Face au retour de l'inflation, monsieur le Premier ministre, je vous fais trois propositions à effet immédiat. *(Rires et exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)*

Première proposition : la baisse du taux de TVA sur les produits de première nécessité. *(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche. - Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)*

Deuxième proposition : la mise en oeuvre - enfin - du chèque transport pour les salariés de notre pays, pour compenser la hausse du prix des carburants. *(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche. - Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)*

Troisième proposition : le gel du prix du gaz dès demain matin.

M. Jacques Masdeu-Arus. Démagogie !

M. Marc Francina. Et qui paiera tout cela ?

M. François Hollande. Et pour financer ces trois mesures, je propose d'annuler partiellement le paquet fiscal. (" Ah ! " sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire. - Applaudissements sur les bancs du

groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.) La meilleure façon d'effacer une erreur, c'est d'en supprimer la cause ! Supprimez le paquet fiscal, monsieur le Premier ministre ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche. - Protestations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

M. Marc Francina. Supprimez les 35 heures !

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

M. François Fillon, *Premier ministre*. Monsieur Hollande, vous voulez supprimer la défiscalisation des heures supplémentaires pour les ouvriers et les salariés (*Huées sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*) qui ont souffert des trente-cinq heures et du blocage des salaires !

M. Jérôme Lambert. Et le bouclier fiscal ?

M. le Premier ministre. Vous évoquez les chiffres du chômage, comme si vous vous réjouissiez qu'il y ait une augmentation ce mois-ci (*Protestations sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche. - Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*), alors que nous l'avons ramené à un taux que vous n'avez jamais réussi à atteindre ! (*Protestations sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.*)

Vous évoquez la consommation dans notre pays, qui se tient aujourd'hui relativement bien malgré une crise économique internationale. (*Mêmes mouvements.*)

Vous évoquez la croissance dans notre pays, qui se situe aujourd'hui dans la moyenne de celle des pays de la zone euro. (*" Non ! " sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.*)

M. Michel Sapin. Mensonge ! Mensonge !

M. le Premier ministre. Et vous proposez, pour faire face aux difficultés que nous rencontrons, des solutions qui n'existent pas, des solutions virtuelles !

Reprenons-les : vous nous proposez un taux de TVA réduit sur les produits de première nécessité. Mais c'est déjà le cas, monsieur Hollande ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*) Les produits de première nécessité bénéficient déjà d'un taux de TVA réduit ! (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.*)

Vous nous proposez de mettre en place un chèque transport qui a été un échec total (*Protestations sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche*) et qui est contraire à tout ce que nous essayons, avec Jean-Louis Borloo, de mettre en oeuvre pour changer les comportements dans notre pays et faire face sérieusement au problème du réchauffement climatique. C'est tout à fait typique du débat entre nous : pendant des années, vous vous êtes parés des habits de la lutte pour l'environnement, mais qu'avez-vous fait ? Peu de chose ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire. - Protestations sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.*) Nous, avec le Grenelle de l'environnement, nous avons réussi à trouver avec la société française un accord qui nous permettra de franchir des étapes significatives dans la lutte contre le réchauffement climatique. (*Mêmes mouvements.*)

M. Julien Dray. Vous avez réussi à généraliser les OGM ! Voilà ce que vous avez réussi !

M. le Premier ministre. Quant au prix du gaz, voulez-vous vraiment que le contribuable subventionne le gaz dans notre pays ?

M. François Hollande. Pas le contribuable, l'actionnaire !

M. le Premier ministre. Vous refusez l'évidence : le prix du gaz, que nous achetons à l'étranger, est lié à celui du pétrole. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

M. Patrick Bloche. C'est faux !

M. le Premier ministre. La vérité, c'est que le parti socialiste n'a que deux discours : un discours conservateur - il est contre toutes les réformes que nous proposons - et un discours démagogique à l'égard des Français. (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et sur plusieurs bancs du groupe Nouveau Centre.*)

M. Jérôme Lambert. Pas démagogique, protecteur !

M. le Premier ministre. Le Gouvernement et la majorité sont fiers des cinquante-cinq réformes d'ores et déjà votées ou engagées dans notre pays. Vous, vous n'avez aucune raison d'être fiers ni de votre conservatisme ni de votre démagogie ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et du groupe Nouveau Centre. - Exclamations sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.*)

Données clés

Auteur : [M. François Hollande](#)

Circonscription : Corrèze (1^{re} circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 473

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 1er mai 2008

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 1er mai 2008